

GUERRE AU MALI : POURSUITE DES COMBATS ET SITUATION HUMANITAIRE AGGRAVEE

C'est toujours le flou au Mali. Alors que les soldats français et maliens entament leur neuvième journée de combat contre les terroristes, les troupes africaines promises par la Cédéao arrivent enfin. Les principaux chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique de l'Ouest se sont réunis hier à Abidjan. D'autre part, outre l'instabilité sécuritaire, le Sahel risque de se déstabiliser économiquement.

L'assaut donné par les soldats français et l'armée malienne, le 11 janvier, semble porter ses fruits. Ainsi, après la libération de la ville de Konna, c'est au tour de Diabali, sous le contrôle des terroristes d'Aqmi, du Mujao et d'Ansar Dine et apparemment menés par l'Algérien Abu Zeid, un des chefs d'Aqmi, d'être libérée à son tour.

Hier, le colonel malien, commandant de la région militaire ouest du Mali, dont dépend la localité de Diabali, affirmait que les djihadistes avaient «fui» et que l'armée s'apprêtait à reprendre la ville. «L'ennemi a fui, nous nous apprêtons à aller dans Diabali. Nous attendons les ordres», a déclaré, de son côté, le colonel Kaba Sangaré. L'information, rapportée par l'AFP, a été confirmée par le préfet de la région, Seydou Traoré, qui a dit toutefois se méfier de ces terroristes, qui «sont partis précipitamment dans la nuit de mercredi à jeudi (...), mais qui peuvent revenir». Le grand nombre de djihadistes dans cette ville et le fait qu'ils se soient mêlés à la population semblent motiver son inquiétude.

Toujours sur le terrain, et après la reprise des deux localités de Konna et de Diabali, l'armée malienne et les soldats français poussent un peu plus loin vers le Nord malien, où ils devraient porter le feu contre les djihadistes qui contrôlent encore ces territoires.

Les Africains entrent en jeu

Sur le plan diplomatique, hier, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, déclarait que «la France a été obligée d'intervenir très, très rapidement, sinon il n'y aurait plus de Mali, mais il est bien entendu que ce sont les Africains qui doivent prendre le relais». Mais d'ici à ce que cette force africaine puisse s'organiser et prendre le relais, des semaines auront passées. Et dans ce qui semble être un clin d'œil à Alger, qui défend depuis le début l'option d'un règlement politique de la crise malienne. Mais surtout au MNLA, qui a énormément perdu de sa crédibilité, et qui a offert, il y a quelques jours, d'aider les soldats français dans l'offensive qu'ils mènent contre les islamistes terroristes. En tout état de cause, M. Fabius a souligné que, dès que possible, «il faut une discussion entre le sud et le nord du Mali, où il n'y a pas seulement que des terroristes».

Par ailleurs, la situation humanitaire dans de nombreuses villes maliennes continue à se détériorer. Ainsi, 15 000 personnes ont quitté la ville de Konna pour se réfugier ailleurs. Elles ont fui les combats pour éviter d'être prises dans le piège. Le 15 janvier, l'ONU estime à près de 150 000 le nombre de Maliens réfugiés dans les pays voisins, et à 230 000 le nombre de personnes déplacées dans le pays. On compte 54 100 réfugiés en Mauritanie, 50 000 au Niger, 38 800 au Burkina Faso et 1500 en Algérie. Avec la durée des combats, cette situation risque de s'aggraver, alors que de nombreuses ONG humanitaires tirent la sonnette d'alarme.

Les va-t-en guerre sauront-ils prendre ce volet en considération ?